

ARRÊTÉ MUNICIPAL

*Déménagement 111, rue Pierre Julien  
Samedi 1<sup>er</sup> octobre 2022  
Circulation interdite*

POLE SECURITE  
Police Municipale  
TL/MS – 2022.09.925A

Le Maire de la Ville de Montélimar,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2213-2 et suivants,

VU le Code de la route,

VU la demande formulée par Monsieur Kevin LEGUENNEC, 111 rue Pierre Julien, 26200 MONTE LIMAR,

CONSIDÉRANT qu'il s'avère nécessaire de prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité des usagers de la voie publique,

ARRÊTÉ

**ARTICLE 01** : Monsieur Kevin LEGUENNEC effectuera un déménagement au 111, rue Pierre Julien, **samedi 1<sup>er</sup> octobre 2022**. A cet effet, la rue Pierre Julien sera fermée à la circulation dans sa portion comprise entre la rue Montant au Château et la Porte Saint Martin de **9H30 à 12H**.

**ARTICLE 02** : Monsieur Kevin LEGUENNEC devra mettre en place les panneaux nécessaires à l'information des usagers et à l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 03** : Pendant la durée du déménagement, Monsieur Kevin LEGUENNEC veillera à maintenir un passage aménagé pour les piétons.

**ARTICLE 04** : En cas de nécessité absolue, Monsieur Kevin LEGUENNEC facilitera la circulation des services de secours et des véhicules d'intervention (pompiers, police.....).

ARTICLE 05 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Commandant du Commissariat de la Police Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

Monsieur Kevin LEGUENNEC  
111, rue Pierre Julien  
26200 MONTE LIMAR

Fait à Montélimar, le 5 septembre 2022

Monsieur Jean-Michel GUALLAR  
Adjoint au Maire



A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J.M. Guallar', is written over the printed name and extends across the circular seal.



Le présent arrêté peut faire l'objet, devant le tribunal administratif compétent, d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de l'arrêté considéré. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).